les traités de Westphalie, et l'on peut dire que la protestation et le départ du légat Fabio Chigi à Münster (en 1648) marquent la fin de l'idée de Chrétienté en Europe.

A partir de 1535, les relations ne cessent pas entre les rois de France et les sultans¹. Mais l'alliance, imposée par la nécessité, devient une sauvegarde pour tous les chrétiens latins en Orient. Le roi de France, en traitant avec le Grand Turc, obtient de lui qu'il assurera la sécurité des chrétiens qui voyagent dans l'Empire ottoman et particulièrement des pèlerins qui se rendent en Palestine. Les chrétiens latins qui veulent naviguer, voyager dans les États du Grand Seigneur ou dans les mers qui en dépendent n'ont qu'à invoquer la protection de « l'Empereur de France » et ils sont assurés de n'être point molestés. L'avantage est si manifeste que le Pape, les rois d'Angleterre et d'Ecosse demandent à adhérer au traité pour obtenir les mêmes droits. Sous la protection du roi de France, la première chapelle catholique peut s'ouvrir à Galata.

A chaque nouvelle ambassade, les droits et privilèges de la France dans l'Empire ottoman sont reconnus, confirmés et augmentés. Savary de Brèves, l'envoyé d'Henri IV, obtient en 1604 que la visite des Lieux Saints sera permise « aux sujets de l'Empereur de France et à ceux des princes ses amis, « alliés et confédérés, sous l'aveu et protection dudit « Empereur » ; de même, sécurité est promise aux religieux latins à Jérusalem « pour l'honneur et amitié d'icelui Empereur ». Les religieux et voyageurs, il faut le remarquer, ne sont protégés qu'autant que dure la bonne amitié entre le roi de France

1. Voyez sur ces relations : *Le régime des Capitulations*, par Un ancien diplomate (Plon, 1898).